



Genappe le 23 OCT. 2024

29 10 24



ES0000436

RU

Maîtres Emmanuel, Florence, Axelle  
ESTIENNE, GERNAIJ, LAINE  
Rue Emmanuel Lutte, 15  
1470 GENAPPE

Nos références à rappeler  
URB/877.5-24.322/v/1625

Votre lettre du  
03 octobre 2024

Vos références  
24-00-0433-MD

Entrée n°  
E31899

**OBJET :** Renseignements Urbanistiques : 877.5-24.322  
Bien sis : 1472 Vieux-Genappe, Chaussée de Nivelles, 183  
Cadastré : Division 7, section G n°251D2



IM10011147000013090

Maîtres,

En réponse à votre demande d'informations réceptionnée en date du 04 octobre 2024 relative à un bien sis à 1472 Vieux-Genappe, Chaussée de Nivelles, 183 cadastré Division 7, section G n°251D2 et appartenant à nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations visées aux articles DIV.76 du Code du Développement Territorial (ci-après le Code).

Le bien en cause :

1° se trouve en Zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur de Nivelles adopté par Arrêté Royal du 1<sup>er</sup> décembre 1981 ; (+ prescriptions applicables pour le bien : voir les articles D.II.24 et suivants du Code) ;

2° est soumis, en tout ou en partie, pour des raisons de localisation, à l'application d'un guide régional d'urbanisme :

- le Guide Régional sur les bâtisses applicables aux zones protégées en matière d'urbanisme (articles 393 à 403) ;
- le Guide Régional d'Urbanisme sur les bâtisses en site rural (articles 417 à 430) ;
- le Guide Régional d'Urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité (articles 435 à 441) ;
- le Guide Régional sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou partie de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite (articles 414 à 415/416) ;

3° est situé en ..... au regard du projet de plan de secteur adopté par ... du ... ;

4° est situé en

- ..... au regard d'un schéma de développement pluricommunal ;
- en zone Villages ruraux-Résidentiel villageois au regard d'un schéma de développement communal adopté le 31 janvier 2017 et entré en vigueur le 13 mai 2017 (SDC) ;
- en zone ..... au regard d'un schéma d'orientation local (SOL) approuvé le ... et modifié le ... ;
- en zone ..... au regard d'un projet de schéma de développement pluricommunal ;
- en zone ..... au regard d'un projet de schéma de développement communal (SDC) ;
- en zone ..... au regard d'un projet de schéma d'orientation local (SOL) ;

- dans un guide communal d'urbanisme relatif à la protection des arbres et espaces verts approuvé par le Conseil Communal le 7 juin 1983, lequel soumet à permis d'urbanisme préalable l'abattage d'arbres ou la modification de leur silhouette ;
- en zone.....au regard d'un projet de guide communal d'urbanisme ;
- est situé dans un permis d'urbanisation ;

5° est soumis au droit de préemption ou repris dans les limites d'un plan d'expropriation (+ selon le cas, désignation des bénéficiaires du droit de préemption ou du pouvoir expropriant/date de l'arrêté du Gouvernement correspondant);

6° est :

a) situé dans un périmètre :

- de site à réaménager ;
- de réhabilitation paysagère et environnementale (SRPE-Sucrerie);
- de remembrement urbain ;
- de revitalisation urbaine ;
- de rénovation urbaine du « Centre-Ville 2 » arrêté le 20 mai 2022 ;
- de rénovation urbaine ;

visés respectivement aux articles D.V.1, D.V.7, D.V.9, D.V.12 ou D.V.13 du Code;

b) inscrit à l'Inventaire du régional du Patrimoine pastillé / non pastillé visé à l'article D.32 du Code wallon du patrimoine, référence : \*\*\*;

c) classé en application de l'article D.12 du Code wallon du patrimoine, référence :\*\*\*\*;

d) situé dans une zone de protection visée à D.16 du Code wallon du patrimoine, référence :\*\*\*\*;

e) localisé dans une zone figurant sur la carte archéologique visée à l'article D.60 du Code wallon du patrimoine;

f) repris à l'Inventaire des Sites du Brabant wallon;

7°

- bénéficie d'un équipement collectif d'épuration des eaux usées - Station d'épuration de Ways ;
- bénéficie d'un accès à une voirie équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux (cet équipement est toutefois à **confirmer ou infirmer** par les sociétés distributrices. Les équipements ou renforcements éventuels sont à charge du constructeur ou lotisseur),

7°bis le bien est situé au Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique :

- en zone d'assainissement Collective (cfr <http://www.spge.be> );

8°

- à notre connaissance, le bien n'est pas exposé à un risque d'accident majeur, à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs. Le demandeur prendra ses renseignements auprès du géoportail du Service Public de Wallonie.

On relève néanmoins :

➤ que l'AFCN a relevé la présence de radon dans certaines parties du territoire de Genappe ; le bien ne semble pas concerné. Il s'agit d'une indication cartographique grossière. Seul un test effectué par l'Agence fédérale des Contrôles nucléaires peut informer sur la situation réelle – lien : <http://afgn.fgov.be> ;

➤ la présence d'un aléa d'inondation (faible, élevé, très élevé) par débordement de cours d'eau;

➤ que le bien, en voirie, se trouve à proximité d'une zone à risque d'érosion et de ruissellement d'après les données cartographiques d'ERRUISSOL (érosion-ruissellement-sol) ;

➤ *VEUILLEZ CONSULTER LA CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 23 12 21* ;

- le bien n'est pas situé dans une réserve domaniale ou agréée ;

- le bien n'est pas situé dans une réserve forestière ;

- le bien n'est pas situé dans un site Natura 2000 ;

- à notre connaissance, le bien ne comporte pas de cavité souterraine d'intérêt scientifique ;

- le bien n'est pas concerné par une zone humide d'intérêt biologique ;

au sens de l'article D.IV.57, 2° à 4° ;

9° est repris dans le plan relatif à l'habitat permanent.

10° Les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du Décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 relatif à la gestion des sols : cfr <http://bdes.wallonie.be/portal/>;

11° **Autres renseignements relatifs au bien :**

- le bien n'a pas fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité ;

12° Permis délivré après le 1<sup>er</sup> janvier 1977 :

- Permis d'urbanisme ;
- ~~Permis d'urbanisation ;~~
- ~~Permis d'environnement de classe 1 ;~~
- Permis d'environnement de classe 2 ;
- ~~Déclaration environnementale ;~~
- ~~Permis de location ;~~
- ~~CU1/ CU2 datant de moins de 2 ans ;~~
- ~~Certificat de Patrimoine ;~~
- Division de Bien ;

13° Présence d'une voirie communale, de type servitude d'utilité publique (sentier) : oui – non

14° Bien longé par :

- ~~une voirie communale ;~~
- une voirie régionale : RN 237 – chaussée de Nivelles - gérée par le SPW (Avenue de Veszprem 3 à 1340 Ottignies LLN). Nous vous renvoyons auprès du gestionnaire précité afin de vérifier si un plan d'alignement existe pour le bien concerné ;
- un plan d'alignement : Pour savoir si ce bien est frappé d'une servitude de non aedificandi ou d'un alignement résultant de normes techniques routières, nous vous conseillons de prendre contact avec le Service Public de Wallonie, Direction des Routes, Chaussée de Namur 62 à 1400 Nivelles au 067/49.39.10. (Monsieur Letroye) ;
- un ravel : le bien est situé le long du chemin de fer, ligne affectée au Ravel, il y aura donc lieu lors de toute intervention sur le bien de solliciter l'avis de la SNCB et de la Cellule « Ravel » du Service Public de Wallonie (boulevard du Nord 8 à 5000 Namur) ;

15° Présence d'un cours d'eau :

- ~~de catégorie 3 ;~~
- ~~de catégorie 2 ;~~
- de catégorie 1 ;

16° le bien est situé dans la zone de protection du captage d'eau Vivaqua de Loupoigne ;

17° nous n'avons pas connaissance d'une infraction.

**Toutefois, l'absence de constat d'infraction urbanistique dans un procès-verbal n'exclut pas l'existante d'éventuelles infractions urbanistiques. Il vous appartient d'interroger les cédants pour une obtenir une information précise à ce sujet.**

- ~~un Procès-verbal d'urbanisme a été dressé le ..... pour ..... à l'encontre de .....~~
- ~~un avertissement préalable a été notifié en vertu de l'article D.VII.4 du Code ;~~

18° le bien pourrait être grevé d'emprise en sous-sol ou de servitude de ce type, il y a donc lieu de s'adresser aux sociétés gestionnaires (FLUXYS : avenue des Arts 31 à 1040 BRUXELLES, **VIVAQUA** : bld de l'Impératrice 17-19 à 1000 BRUXELLES, InBW : rue de la Religion 10 à 1400 NIVELLES, PROXIMUS, rue Marie-Henriette 60 à 5000 NAMUR, InBW, Rue Emile François 27 à 1474 Ways) – Lien utile : <https://klim-cicc.be> – portail KLIM-CICC.

En vertu de l'art. 12 de la loi du 24/12/1996 et de l'art. 433 du code des impôts sur les revenus, le notaire est tenu d'adresser directement, au Directeur financier, par voie recommandée, sa demande relative aux taxes qui resteraient dues pour le bien cité en objet.

Nous vous remercions de bien vouloir verser la somme de 151,24 EUR (1,24 EUR de frais de timbre inclus), en faveur du compte **IBAN BE64 3401 5130 2052 BIC : BBRUBEBB** de la Ville de Genappe avec la mention **877.5-24.322 - 1625** représentant les frais occasionnés par la recherche de ces renseignements.

; Maîtres, l'assurance de notre considération distinguée.



Le Bourgmestre,

G. COURONNE

MAL  
abelle Vermeiren Tél : 067/79.42.26

**Référence UW : N202400323**